

L'UE APRÈS LES ÉLECTIONS : QUELLE STRATÉGIE DANS LA MONDIALISATION ?

Pascal Lamy | *président d'honneur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Cette Tribune est inspirée des discours de Pascal Lamy à la Fondation Gulbenkian (Lisbonne - 15 juillet 2014) et à la Macif (Paris - 1^{er} octobre 2014). Après avoir tiré les leçons des élections européennes, Pascal Lamy se penche sur les trois déficits dont souffre l'Europe (croissance, gouvernance et appartenance), avant d'aborder la question de la mondialisation puis d'appeler à redonner du sens à l'Europe et à augmenter le potentiel de croissance européen.

Les dernières élections européennes donnent matière à réflexion : avant de se pencher sur le rôle que l'Europe peut jouer dans la globalisation, il est donc utile de faire le point et de réfléchir quelques instants sur l'épisode électoral que nous avons vécu cette année.

1. Que nous disent les élections européennes ?

1.1. Une mutation institutionnelle silencieuse

D'abord, elles nous disent que nous avons vécu, à cette occasion, une mutation institutionnelle silencieuse, discrète à bien des égards, mais finalement majeure puisque pour la première fois, ce système des « *Spitzenkandidaten* » a été mis en œuvre et a abouti au résultat que ses auteurs en attendaient : c'est le candidat de la force politique qui a obtenu le plus grand nombre de députés au Parlement européen qui est devenu président de la Commission. C'est à bien des égards quelque chose de très nouveau.

D'aucuns, et notamment nos amis britanniques, ont pu voir là les formes d'un coup d'État institutionnel. Je crois que c'est plutôt un événement qui s'inscrit dans une longue évolution qui a été, si on regarde l'histoire dans sa longue durée, celle de nos régimes parlementaires qui ont tous, peu ou prou, commencé par une chambre haute avec laquelle les souverains acceptaient de délibérer d'un certain nombre de décisions qu'ils prenaient tout seuls auparavant. Nous savons qu'au cours de l'histoire, ce sont finalement les chambres basses qui ont fini par devenir les chambres hautes et les chambres hautes qui ont fini par devenir des chambres basses. C'est un peu ce qui est en train

de se passer au niveau européen, dans la mesure où ce sont les États membres, en quelque sorte le Sénat ou la chambre haute, qui représente les territoires et qui disposait d'un surplomb institutionnel sur cette chambre basse qui représente les peuples : là, nous assistons à un moment de rééquilibrage. Ce qui est certain, et je crois que c'est cela qu'il faut retenir, c'est qu'on ne reviendra pas en arrière.

Dans 5 ans, lors des prochaines élections européennes, tout le monde saura que l'enjeu de ces élections est d'abord la distribution du pouvoir au niveau européen et, ce faisant, on observera une articulation sans doute nouvelle de ce qu'ont toujours été les élections européennes, c'est-à-dire des élections d'abord nationales pour envoyer des députés nationaux au Parlement européen.

Pour la première fois, on juxtapose une vraie dimension politique européenne et je pense qu'il faut rappeler qui est l'auteur de cette idée, à savoir Jacques Delors. C'est lui qui, il y a une quinzaine d'années, a mis cette idée sur la table : si on veut faire progresser le sentiment, chez les Européens, qu'on est dans un espace démocratique supranational, alors il suffit, sans changer les traités, que les groupes politiques prennent la décision de désigner leur champion. Et c'est le champion qui gagnera finalement ce combat électoral qui sera président de la Commission européenne. Je le précise parce que les journalistes d'aujourd'hui n'ont en général plus les dossiers que leurs ancêtres ou leurs anciens avaient pour remonter dans le temps. Rendons à César ce qui appartient à César.

1.2. Des forces politiques pro-européennes majoritaires

Je crois que c'est l'essentiel de ce qu'il faut retenir de cet épisode, même s'il y a d'autres éléments de nature plus politique dans l'interprétation des votes des citoyens à ces élections. On peut les résumer en deux constats. Le premier est que les forces politiques européennes classiques de centre droit et de centre gauche (Centre droit : le PPE et les libéraux / Centre gauche : PSE et les Verts) ont recueilli une majorité très confortable. 25% des voix des Européens sont allés au centre droit, 25% au centre gauche, à peu près 7-8% pour les libéraux et 7-8% pour les Verts. Donc au final, 66% des voix, soit les 2/3 de l'expression des suffrages, sont allés à des partis pro-européens. Je pense que cette lecture est nécessaire si on veut bien considérer le niveau européen.

Bien sûr, il y a aussi un autre élément, qui est qu'une partie importante des voix des électeurs européens est allée à des partis qui sont, au contraire, opposés à l'intégration européenne. C'est d'ailleurs sans doute ce qui explique cette bonne nouvelle qui est que le taux de participation aux élections européennes, qui n'avait cessé de baisser depuis 1979, s'est arrêté de chuter. Cela est plutôt une bonne nouvelle, la raison en étant, de mon point de vue, un peu moins bonne, puisque cet arrêt de la baisse du taux de participation s'explique par la mobilisation de partis et d'électeurs opposés à la construction européenne sur des bases protestataires. Nous savons par ailleurs que ce vote protestataire est très hétérogène selon les pays (regardons par exemple la différence entre la France et la Grande-Bretagne, ou le Danemark d'un côté, et des pays comme le Portugal, l'Allemagne, l'Italie, de l'autre).

Nous avons donc aujourd'hui cette coexistence de deux forces : l'une très nettement majoritaire au Parlement européen et l'autre minoritaire. Je crois que c'est ainsi qu'il faut interpréter ces élections, si toutefois nous acceptons de porter un regard global en dehors de la gangue des interprétations politiques nationales qui sont forcément diverses.

Si on se projette dans l'avenir, je crois que les perspectives européennes ressemblent plutôt à des risques pour les années à venir qu'à des opportunités, même s'il y a des deux dans la projection que l'on peut faire du destin européen dans la décennie à venir. Je crois que l'Europe sort très progressivement d'une crise qui l'a affaiblie. À la différence de José Manuel Barroso, je

pense que ces difficultés préexistaient à la crise. La crise les a sans doute amplifiées, mais on en voyait la trace avant la crise et c'est autour de 3 déficits que je vois les difficultés des années à venir : un déficit de croissance, un déficit de gouvernance et un déficit d'appartenance.



2. Un triple déficit pour l'UE

2.1. Le déficit de croissance

Le déficit de croissance d'abord. Si on regarde l'économie mondiale dans les 10 ans à venir, l'Europe est promise à une croissance de 1,5% par an, les États-Unis de 2,5 à 3% par an, et les pays émergents de 5 à 6% par an. Autrement dit, et pour faire simple : quatre fois plus de croissance dans les pays émergents qu'en Europe et deux fois plus aux États-Unis qu'en Europe. Cela veut dire que l'Europe est à la traîne.

Pourquoi est-elle à la traîne ? Pour diverses raisons, l'essentiel de ces raisons étant structurelles. Il y a certes des raisons conjoncturelles, et notamment la nécessité pour les économies européennes de digérer l'énorme surendettement qu'elles avaient accumulé avant et à l'occasion de la crise. Ce moment-là est forcément un moment difficile pour l'expansion des économies, mais je crois que l'essentiel est d'ordre structurel. Ce 1,5% qui nous est promis, toutes choses égales par ailleurs, pour les 10 ans qui viennent, cela correspond à 2% de productivité, ce qui est la tendance à moyen-long terme de la croissance de la productivité sur le continent européen, moins un demi-point de pourcentage par année de participation de la population active. Ce 2 moins 0,5 donnant 1,5. Le -0,5 vient du fait que l'Europe dans son ensemble est une zone de rétrécissement démographique. Elle ne partage ce destin pour l'instant qu'avec le Japon, et davantage encore avec la Russie. Les moments de contraction démographique ne sont jamais de bons moments pour la croissance. Nous savons que, pour plusieurs raisons, les sociétés vieillissantes sont moins dynamiques,

moins entreprenantes et moins enclines au risque, qui constitue l'un des ingrédients de la manière dont fonctionne le capitalisme de marché. Cela n'est pas notre seul problème.

Nous avons depuis quelques temps une difficulté que nous avons toujours eue mais qui s'est amplifiée avec la manière dont les Américains ont répercuté la découverte du gaz de schiste dans les prix de notre énergie. Nous avons été moyennement bien dotés, dans le jeu des chaises musicales des ressources naturelles, du point de vue des ressources énergétiques. Quelles que soient les vertus que l'on peut porter à une politique de transition énergétique, cela prend beaucoup de temps. À supposer d'ailleurs qu'on y arrive ensemble, c'est l'un des problèmes qui va peser sur la compétitivité européenne, dans les 10 ans à venir.

Je ne citerai qu'un troisième facteur dans ces enjeux structurels : la place qu'occupait l'Europe à la frontière technologique a elle aussi diminué. Elle a rétréci tout d'abord au profit des Américains, dont la place a augmenté au cours des trente dernières années, à la frontière des hautes technologies, des nano-technologies et des nouvelles technologies de l'information, de tout ce qui tourne autour des sciences du vivant ou des relations entre le cerveau et la machine, qui constituent probablement la nouvelle révolution technologique. Ils ont reconquis une grande partie de ces frontières : dans certaines de ces technologies, un certain nombre de pays émergents commencent eux-mêmes à apparaître ; le résultat de tout cela est une diminution de la place de l'Europe. Ce constat est évidemment un problème d'autant plus aigu qu'à partir du moment où nous allons vers une économie de la connaissance, où au fond, ce qui compte, c'est la qualité des cerveaux, notre rétrécissement de ce point de vue - dont je ne crois pas qu'il soit inéluctable - va peser sur la croissance et sur la consommation européenne.

Ces difficultés sont-elles insurmontables ? Je ne le crois pas. Mais nous devons être réalistes car si rien ne change, c'est ce qui nous est promis.

2.2. Le déficit de gouvernance

Le deuxième déficit pour l'UE est celui de la gouvernance. La réalité explique, en partie en tout cas, la désaffection des opinions européennes pour l'intégration européenne, désaffection que nous avons constatée de manière tout à fait continue depuis une quinzaine d'années. Notre système institutionnel européen, à force de bricolage et à force de créer

des chapelles diverses autour de la nef centrale, est devenu totalement baroque, illisible, pour la plupart des citoyens et des citoyennes européens. Je crois que c'est un problème que nous devons, à court terme, traiter de manière plus vigoureuse que cela n'a été fait ces dernières années. Il vrai que la crise, parce qu'elle a obligé à mobiliser des instruments intergouvernementaux et non des instruments proprement européens, a sans doute accentué ce biais.

Je crois qu'il faudrait revenir à un schéma beaucoup plus simple, beaucoup plus lisible, beaucoup plus compréhensible, où la Commission est le quasi gouvernement de l'Union, où le Conseil des États est le quasi Sénat de l'Union, où le Parlement européen est la quasi Chambre des représentants et où c'est à la Commission qu'il appartient de jouer le rôle de représentant de l'intérêt européen. Ce sont les forces politiques qui animent les débats au Parlement européen : il s'agit d'un système de démocratie parlementaire. Ce sont les forces nationales, étatiques, qui animent les débats au Conseil européen. Dans tout système, quelle que soit la dose de fédéralisme qu'il comprend, il existe une Chambre qui représente les territoires, c'est-à-dire ceux qui ont accepté de mettre en commun une partie de leur souveraineté. Dans tout cela, il n'y a rien d'anormal, à condition que le jeu entre la partie centrale, qui est la Commission, et le Conseil des États et le Conseil des peuples soit clair. Ceci nécessite une mise en scène que les institutions actuelles permettent, même si l'expérience des dernières années a montré qu'elle permettait aussi d'autres schémas. Je crois que, sur ce point, il n'y a pas de difficultés majeures, à condition que la Commission et notamment son président, organise le travail de la bonne manière.

Nous avons, António Vitorino et moi, été commissaires pendant 5 ans : je crois que c'est du bon sens que de reconnaître que 28 commissaires et notamment un commissaire par État membre, est un dispositif qu'il est très hasardeux de bien faire fonctionner tel quel. Il n'y a pas, dans les compétences de l'Union, de quoi nourrir 28 portefeuilles sérieux, c'est une réalité qu'il faut bien constater. D'ailleurs Notre Europe - Institut Jacques Delors vient de publier un Policy Paper extrêmement éclairant à ce sujet¹. Je ne vois pas d'autres solutions : si on veut que la Commission reprenne le contrôle politique de ce qui est inévitablement une bureaucratie, s'il n'y a pas l'injection nécessaire d'une dose de politique, je ne vois pas d'autre solution que d'organiser la Commission avec un cercle plus étroit de vice-présidents qui sont chacun chargés de domaines à animer. Bien entendu, on me répondra que ça veut

dire des commissaires de premier rang et des commissaires de second rang : je crois que c'est inévitable, en tout cas si on veut donner à cette institution le rôle et la puissance qu'elle doit avoir, notamment dans l'animation des débats au Conseil européen.

2.3. Le déficit d'appartenance

Le dernier déficit européen, peut-être le plus préoccupant, est celui de l'appartenance. C'est la raison essentielle face aux difficultés, qu'elles proviennent de loin, qu'elles ressortent des moments de crise que nous avons vécus ou que nous continuons de vivre. Il suffit de voir le taux de chômage dans un certain nombre de pays européens pour se convaincre du fait que nous ne sommes pas encore sortis de cette crise. Je crois que le plus préoccupant, c'est au fond cette question essentielle pour l'intégration européenne, qui est de savoir pourquoi nous avons envie de construire cette Europe : nous voulons la bâtir car nous faisons ensemble mieux que séparément. Je crois que c'est là la question fondamentale, quelles que soient nos convictions politiques, nos traditions historiques ou philosophiques. Ce qui nous unit tous, c'est notre interrogation sur ce que nous ferons mieux ensemble que séparément. Nous devons aussi nous demander où se trouve l'énergie politique de cette entreprise sans aucun précédent, qui consiste à partager nos souverainetés, dans un espace politique totalement nouveau ayant une dimension supranationale. Je crois que c'est l'absence de réponses claires à ces questions qui constitue en quelque sorte la raison principale de ces difficultés.

Pour beaucoup, dans le passé, le carburant idéologique de l'Europe a été la paix, notamment entre la France et l'Allemagne. C'était un grand rêve d'établir cette paix. Ce rêve est devenu réalité et, en quelque sorte, a perdu sa force motrice. Si je parle à mes petits-enfants de Churchill ou de De Gaulle, pour eux c'est à peu près du même ordre que Napoléon ou Jeanne d'Arc. Cela ne signifie rien d'autre qu'un passé révolu, dont on peut énumérer les catastrophes, mais l'idée que celles-ci auraient la moindre chance de se reproduire, ne fait absolument aucun sens. Il s'agit d'une excellente nouvelle d'un certain point de vue, mais au prix de la disparition de ce motif, de ce narratif, de ce sens à donner.

Pour d'autres et notamment pour un pays comme le Portugal, l'Europe a signifié la consolidation de la démocratie et la fin définitive des régimes dictatoriaux. Pendant longtemps, l'Europe a été un processus d'extension de la démocratie. Pour d'autres enfin, cela a été d'abord, et je pense notamment aux pays de l'Est,

la direction de la démocratie que l'on rejoignait, puis une amélioration de l'espérance de vie et de la croissance, à un niveau « occidental » en quelque sorte.

Toutes ces raisons-là, qui ont été des ingrédients de la force politique qui a construit l'Europe, n'existent plus. Il faut donc en trouver d'autres. C'est pour cela que je propose comme nouveau narratif, comme nouveau projet commun, comme nouvel objectif, celui qui consiste à civiliser la globalisation.

3. Civiliser la globalisation

La globalisation constitue la grande transformation du monde contemporain. Non pas que l'histoire de l'Humanité n'ait pas connu d'autres vagues de changements de technologie qui ont rétréci la planète, notamment dans les systèmes de transport. Après tout, c'est au Portugal qu'on a pour la première fois testé les conséquences de l'invention du gouvernail d'étambot, qui permettait aux bateaux de naviguer autrement que par vent arrière et donc, de traverser les océans. D'autres révolutions dans les modes de transport sont intervenues, de manière successive : nous en avons connues de formidables depuis une cinquantaine d'années, notamment pour tout ce qui touche au transport maritime, au transport aérien ou aux technologies de l'information avec notamment la création d'internet. Nous sommes dans une de ces vagues que l'humanité a connues et qui aboutissent à une énorme réduction de la distance et de son coût. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles je pense que cette globalisation va se poursuivre. En se globalisant, le capitalisme de marché se multilocalise.

Elle se traduit par un bouleversement de nos systèmes économiques qui se traduit par une interdépendance, une interpénétration de plus en plus intime, une intégration sans cesse croissante des différents systèmes économiques, par une sorte de disparition des frontières économiques, à mesure que les systèmes de production de biens et de services se multi-localisent : la plupart de ceux consommés aujourd'hui ont été, en moyenne, produits dans cinq ou six pays, parfois dans un ou deux pays mais le plus souvent maintenant dans douze ou treize pays, là où il est le plus efficace de les produire. Dans l'ensemble, les chaînes de production sont donc intégrées de manière mondiale. En prenant l'indicateur le plus parlant, à savoir le contenu moyen des exportations d'un pays en importation (combien un pays doit-il importer de ce qu'il exporte ?), ce pourcentage était de 20% en moyenne il y a 20 ans, il est de 40% aujourd'hui et sera vraisemblablement de 60%

dans 20 ans. Nous sommes donc dans ce monde où les biens et les services sont « *made in the world* », comme je l'avais énoncé quand j'étais directeur général de l'OMC. Ceci va continuer, avec des effets dont certains sont formidablement positifs, d'autres beaucoup plus négatifs.

Les effets positifs tiennent aux gains d'efficience permis par les facteurs plus efficaces produits par cette globalisation : conformément aux théories classiques, celles de Monsieur Smith et de Monsieur Ricardo, la spécialisation produit de l'efficience qui a permis une réduction de la pauvreté sur cette planète. Dans des conditions totalement sans précédent, compte tenu des volumes, ce sont des centaines de milliers de personnes qui sont sorties de la pauvreté, résultat incontestablement positif pour qui s'intéresse aux questions de justice, que ce soit pour des raisons morales ou pour des raisons politiques. On constate également une hausse du niveau de santé, de niveau d'éducation, d'accès aux droits humains, surtout dans les pays en voie de développement. La contrepartie sans doute, en tout cas pour l'instant, est que cette gigantesque réduction de la pauvreté s'est accompagnée d'une importante augmentation des inégalités au sein des pays (dans les pays riches comme dans les pays émergents) et d'une pression sur notre environnement et sur nos écosystèmes, dont nous savons désormais qu'elle n'est pas soutenable. La solution pour remédier aux problèmes liés à l'écologie et à l'amélioration de l'environnement n'est évidemment pas facile à trouver.

Il y a donc là des forces positives et des forces négatives. La question fondamentale, si on se projette dans l'avenir, c'est de savoir dans quel sens l'équilibre se fera. Les forces positives l'emporteront-elles sur les forces négatives ou inversement ? Il n'y a pas de réponse aisée : cela dépendra de ce que les humains feront pour peser sur ces courants, qu'ils soient technologiques, géoéconomiques, ou géopolitiques ; personne ne les maîtrise complètement. Mais... *so far so good*. Les effets positifs l'ont globalement emporté sur les effets négatifs.

D'ailleurs, j'aimerais dire que si l'on demande à un être humain moyen l'époque à laquelle il aimerait vivre, il répondra globalement que c'est à notre époque actuelle qu'il est le plus agréable de vivre.



4. Redonner un sens à l'Europe

Dans ce contexte, je crois profondément qu'il faut redonner un destin, un sens à notre Europe. Cette idée m'est venue plus nettement au cours des 10 ans que j'ai passés hors d'Europe, à Genève, qu'elle ne m'était apparue au cours de mes 15 années au cœur du réacteur des institutions européennes. J'ai plus appris du destin de l'Europe dans le regard des non-Européens que dans celui des Européens. Si vous demandez à des non-Européens de définir l'Europe en leur demandant ce qu'est l'identité européenne, ce que les Européens ont en commun, en général, la réponse est claire. Ils répondent que c'est l'économie sociale de marché. Ils répondent que nous avons en commun quelque chose qu'on ne trouve jamais ailleurs, une sorte d'équilibre entre une très forte attention portée aux libertés individuelles et une très forte attention à la solidarité sociale, à la cohésion sociale. La « cohésion sociale » ne veut pas dire grand-chose aux non-Européens. Ils disent aussi qu'en Europe, il y a moins d'intolérance aux inégalités, notamment par rapport aux États Unis, et plus d'attachement à la liberté individuelle qu'en Chine.

Pour les non-Européens, c'est ainsi que les choses se présentent : il y a le modèle américain, le modèle chinois, et puis quelque part ailleurs le modèle européen, qui reste désirable et souhaitable. Beaucoup de non-Européens voient le modèle européen comme celui qui offre finalement les bons équilibres. C'est d'ailleurs un peu ce qu'a voulu dire la chancelière allemande quand elle a utilisé à de nombreuses reprises cette formule : « L'Europe, c'est 7% de la population mondiale, c'est 20% de l'économie mondiale, et c'est 50% des dépenses sociales dans le monde ». On peut interpréter cette formule de diverses manières, mais si je l'interprète comme ce qui définit l'originalité, la spécificité européenne, c'est bien dans ces chiffres là

qu'elle se trouve. Et c'est là que nous rejoignons, en quelque sorte, ce grand défi de la croissance.

L'expérience montre que ce système d'économie sociale de marché est caractérisé par une forte redistribution de la richesse produite, en tout cas par rapport aux autres systèmes, et qu'il est très sensible au niveau de la croissance. De manière rationnelle, quand on redistribue 50% de ce que l'on produit, le débat sur la redistribution est inévitablement plus prononcé que lorsqu'on n'en redistribue que 15% ou 30%. Or, ce débat sur la redistribution a habité la politique du *welfare state* en Europe pendant de nombreuses années. Il est plus faible quand la croissance est plus élevée et s'intensifie si elle est moins forte, tout simplement parce que quand la croissance est moins élevée, le débat se crispe davantage sur le fait de savoir comment répartir le peu que l'on produit par rapport au moment où on avait beaucoup à répartir. C'est de ce point de vue que je pense qu'il y a, en quelque sorte, une liaison très claire avec la soutenabilité - pour ne pas dire la survie - de ce modèle européen.

Ce modèle, j'y tiens parce que ce sont mes valeurs, et je pense que c'est ce qui nous unit. Je crois qu'il existe un lien étroit entre la soutenabilité de ce système et la capacité de croissance. À 1,5% de croissance, je pense que ce modèle est en danger, autrement dit que l'identité européenne et donc le projet européen sont en doute. Je ne suis pas un mystique de la croissance. Je sais bien que la manière dont on la mesure est totalement imparfaite, même si je sais aussi que l'on ne s'est jamais mis d'accord pour la mesurer autrement. Je sais bien que cette croissance, écologiquement parlant, est à bien des égards insoutenable. Il n'empêche que je fais passer l'identité européenne, c'est-à-dire ce modèle de cohésion sociale, avant le reste, pour des raisons politiques, et que donc, augmenter ce potentiel de croissance, c'est-à-dire passer de 1,5% à 2 ou 2,5% devient, de mon point de vue, un enjeu essentiel, si l'Europe veut continuer à offrir cette version civilisée de la mondialisation. Cette version maîtrisée de la mondialisation accepte les bénéfices en termes de réduction de la pauvreté mais corrige les effets négatifs en termes d'augmentation de l'inégalité. On retombe sur un agenda de court terme sur lequel je conclurai.

5. Augmenter le potentiel de croissance européen

Je crois que la question essentielle consiste à savoir comment augmenter le potentiel de croissance de 1,5% à 2 ou 2,5% dans les années qui viennent. Les 2/3 de la réponse à cette question sont du ressort national,

comme en témoigne le spectre assez large des performances économiques et sociales des pays qui appartiennent à la même Union, dont certains ont beaucoup de chômage et d'autres peu, comme certains ont davantage de croissance et d'autres moins. Mais 1/3 à mon avis de la solution à cette question dépend du niveau européen. Et je suis de ceux qui pensent que si ce tiers européen existe, alors les 2/3 nationaux se font plus facilement parce qu'ils sont perçus comme participant d'un dispositif coopératif.

Dans ce domaine, que faut-il absolument faire au niveau européen ? Je pense, ce n'est un secret pour personne, qu'il reste des gisements de croissance considérables en matière de marché intérieur des services et en comparant la productivité des économies américaine et européenne. Ce n'est pas dans l'industrie que nous avons un problème, mais dans les services. Par ailleurs, il y a beaucoup à faire en matière énergétique : nous pouvons rester à la frontière technologique, qui est celle de la transition énergétique, à un certain nombre de conditions ; mais l'une des conditions consiste à avoir une certaine convergence sur le mix énergétique que nous avons en tête d'ici 30 ou 40 ans, compte tenu de l'échéancier qui est très long dans ces domaines. Nous avons des possibilités en matière d'infrastructures. Je ne sais pas s'il faudra ou non créer des « *eurobonds* », mais je sais que nous avons une institution, la Banque européenne d'investissements, qui a une très bonne signature et qui emprunte à de très bonnes conditions sur les marchés. Si on veut vraiment se doter de moyens financiers et d'infrastructures, notamment en économie digitale, on a là un instrument que l'on peut utiliser. C'est parfois compliqué car c'est le conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement qui a le dernier mot, et en général, ses membres ne sont pas les plus portés à prendre des risques financiers, mais je crois qu'il y a là des solutions de court terme qui ne nécessitent pas de réinventer ni la roue ni la brouette.

Ceci, de mon point de vue, ne pourra se faire, que si on retrouve ce mélange de davantage de discipline et de solidarité qui a fait le succès des phases dans lesquelles l'Europe a avancé. Je pense évidemment à ce que Jacques Delors avait conçu, pour l'avoir longtemps assisté dans cette tâche, en créant le marché intérieur, qui était une réforme structurelle majeure : il l'a conçu avec des dispositifs de solidarité et des fonds structurels. Il eut du mal à arracher les décisions nécessaires du Conseil européen, mais c'était donnant-donnant : de la réforme structurelle contre de la solidarité. C'était une réforme, c'était du Schumpeter ; il y avait aussi

du Keynes, et c'est l'une des raisons pour lesquelles ce dispositif a fonctionné pendant longtemps.

Il faut donc retrouver ce mix de solidarité et de discipline, la différence pour les temps à venir étant que ce n'est pas le même mélange que l'on peut désormais appliquer à la zone euro et au reste de l'Union. Pour des raisons qui tiennent aux leçons qu'il faut tirer de la crise, nous savons que la zone euro n'est pas assez intégrée, ou plus exactement qu'elle est intégrée monétairement, mais qu'elle l'est trop faiblement sur les plans de la fiscalité et de la convergence économique, et donc nous devons réinventer ce mix entre discipline et solidarité, à l'intérieur de la zone euro.

Sans oublier qu'il y a une autre Europe, outre celle de la zone euro : celle des 28. Nous allons devoir prochainement discuter de cela avec nos amis britanniques,

et donc nous avons ce double défi, celui des 5 ans que constitue la législature à venir. Il y aura d'autres sujets qui apparaîtront en matière environnementale et commerciale, mais je pense que c'est là que se trouve l'axe. Je souhaite que la nouvelle Commission, avec l'appui de la majorité suffisante au Conseil des États et au Parlement, s'engage dans cette direction. En tout cas, c'est celle qu'il faut prendre si on veut bien considérer la nécessité de redonner à cette entreprise européenne un sens de l'histoire, qu'elle avait à ses origines, et qu'elle doit avoir pour nos peuples.

La construction européenne est née de cauchemars. Je pense que le temps est venu de lui redonner ce qui motive, ce qui compte, ce qui fait que les uns et les autres ont envie de s'engager davantage, à savoir du rêve. Finalement, l'Europe dans la mondialisation est un espoir à ne pas décevoir.

1. Yves Bertoncini et António Vitorino, « La réforme de la Commission : entre efficacité et légitimité », *Policy Paper n° 115*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juillet 2014.

Sur les mêmes thèmes...

L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE : NOUVEAUX ENJEUX, NOUVEAUX DÉFIS

Pascal Lamy, *Policy Paper n° 117*, Notre Europe – Institut Jacques Delors / En temps réel, septembre 2014

LA RÉFORME DE LA COMMISSION : ENTRE EFFICACITÉ ET LÉGITIMITÉ

Yves Bertoncini et António Vitorino, *Policy Paper n° 115*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juillet 2014

ENGAGER L'EUROPE DANS LE MONDE

Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino, Eneko Landaburu, Elisabeth Guigou, Etienne Davignon, Nicole Gnesotto, Philippe De Schoutheete, Elvire Fabry et Sami Andoura, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juin 2014

LA MONDIALISATION A-T-ELLE BESOIN D'UNE GOUVERNANCE MONDIALE ?

Pascal Lamy, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, janvier 2014

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : EN AVANT, TOUTE !

Comité européen d'orientation, *Tribune - Le Mot*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mai 2014

LE MONDE, L'EUROPE ET LA FRANCE

Pascal Lamy, *Podcast*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2013

MONTER AU FRONT POUR CONDUIRE L'EUROPE

Pascal Lamy, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juin 2013

RENFORCER LA COOPÉRATION AVEC LES PUISSANCES ÉMERGENTES ET MONDIALES

Pascal Lamy, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mai 2013

GOUVERNANCE MONDIALE : S'ATTAQUER AU TERRAIN DES VALEURS

Pascal Lamy, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, janvier 2013

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

